

**APPUI AUX PAYS DU BASSIN DU CONGO DANS LES NEGOCIATIONS REDD+**

Réf.

34

Expert(s)	Pays	Volume (hj)	Montant* (€)	Bénéficiaire	Financement	Début	Fin	Partenaires	Référence
Olivier Bouyer	Bassin du Congo <i>en France, RDC, Norvège, Chine</i>	66	52 250 <i>* activité de l'expert cité, alors au sein d'ONFI</i>	COMIFAC	GIZ	Janv. 2010	Déc. 2010	n/a	<a href="mailto:peter.schauerte@giz.de">peter.schauerte@giz.de</a> Mob : +237 79 53 10 77

Description détaillée du projet	Nature des services fournis
<p>A l'issue d'âpres négociations, la 15<sup>ème</sup> Conférence climat de Copenhague, fin 2009, s'est soldée par une déclaration politique d'intention (fixant à 2°C la limite du réchauffement planétaire d'ici à 2050, mais n'accompagnant cet objectif d'aucune contrainte quant aux émissions de gaz à effet de serre) doublée d'un engagement financier (financement rapide des pays industrialisés, à hauteur de 30 milliards de dollars sur trois ans à partir de 2010, pour s'élever progressivement à 100 milliards de dollars d'ici 2020). Les travaux des groupes de travail ad hoc sur la suite du protocole de Kyoto (AWG-KP) et les engagements collaboratifs à long terme (AWG-LCA) censés être clos à Copenhague, ont donc été prolongés d'un an, jusqu'à la 16<sup>ème</sup> Conférence climat de Cancun.</p> <p>Les pays de la Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC) - Burundi, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Rwanda, Sao Tomé et Principe, Tchad - soucieux d'être en position de défendre leurs intérêts dans les négociations sur le REDD+, mais aussi sur l'adaptation, le financement de l'atténuation et de l'adaptation, etc. ont donc fait appel à une expertise ad hoc pour les accompagner dans les négociations 2010 :</p> <ul style="list-style-type: none"><li><input type="checkbox"/> Conférence des grands bassins forestiers à Paris les 10-11 mars ;</li><li><input type="checkbox"/> Conférence ministérielle forêt/climat d'Oslo les 26-27 mai ;</li><li><input type="checkbox"/> Négociations CCNUCC à Bonn du 31 mai au 9 juin ;</li><li><input type="checkbox"/> Négociations CCNUCC à Bonn du 2 au 6 août ;</li><li><input type="checkbox"/> Négociations CCNUCC à Tianjin du 4 au 9 octobre (avec six jours de concertations préalables : G77+Chine, Groupe Afrique, Pays les moins avancés et COMIFAC) ;</li><li><input type="checkbox"/> 6<sup>ème</sup> session des Ministres COMIFAC à Kinshasa du 8 au 11 novembre.</li></ul>	<p>En étant complètement intégré au groupe des négociateurs REDD+ de la COMIFAC (et enregistré comme membre de la délégation centrafricaine, à l'époque Présidente de la COMIFAC), l'expert avait pour tâches de fournir des conseils techniques et stratégiques sur les négociations climat en général et le REDD+ en particulier, faciliter les contacts avec les autres groupes de pays présents dans la négociations (Union européenne, pays de l'Ombrelle, grands émergents, etc.), avec les bailleurs de fonds et ONG internationales présentes dans ces enceintes. De façon spécifique, ces tâches étaient les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li><input type="checkbox"/> En amont des sessions : décrypter les enjeux des négociations et les positions des pays et les présenter sous forme de notes et présentations synthétiques ;</li><li><input type="checkbox"/> Pendant les sessions : accompagner au quotidien les négociateurs (voire Ministres lors des sessions Ministérielles de Paris, Oslo et Kinshasa) de la COMIFAC en les aidant à préparer les papiers de position et les déclarations à faire en séances plénières, en facilitant les réunions diplomatiques bilatérales et en facilitant les réunions quotidiennes de briefing et débriefing ;</li><li><input type="checkbox"/> Après les sessions : fournir des rapports d'activités regroupant tous les produits listés précédemment et intégrant une analyse critique des forces et faiblesses des pays de la COMIFAC dans les négociations REDD+, en vue de proposer des perspectives d'action pour les sessions suivantes.</li></ul> <p>Les appuis prodigués ont permis aux négociateurs REDD+ de la COMIFAC de mieux définir et défendre leurs positions, de renforcer leurs relations de négociations avec les autres pays en présence, de prendre des contacts avec des bailleurs de fonds et ONG actifs sur REDD+.</p>